

1830 - 1962

Algérie : **Colonisation,** **libération et** **communisme.**

PCF et PCA face à
la lutte nationale
du peuple algérien

ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE

VOIE PROLÉTARIENNE

VP-PARTISAN.ORG ★ CONTACT@VP-PARTISAN.ORG ★ BP 122 - 93403 SAINT-OUEN



17 octobre 1961

Par dizaines de milliers
Des Algériens de toute la France
Sont venus à Paris.
On a vu place de l'Opéra
Les parias des bidonvilles.

Peuple français, tu as tout vu,
Oui, tout vu de tes propres yeux.
Tu as vu notre sang couler,
Tu as vu la police
Assommer les manifestants,
Achever les blessés,
Et les jeter dans la Seine.

La Seine rougissante
N'a pas cessé les jours suivants
De vomir à la face
Du peuple de la Commune
Ces corps martyrisés
Qui rappelaient aux Parisiens
Leurs propres révolutions,
Leur propre résistance.

Peuple français, tu as tout vu,
Oui, tout vu de tes propres yeux.
Et maintenant vas-tu parler ?
Et maintenant vas-tu te taire ?

Kateb Yacine

Pourquoi commémorer 50 ans après ?

Il y a donc 50 ans l'Algérie accédait à l'indépendance après 132 ans de colonisation par la France.

Pour beaucoup de lecteurs, c'est peut être de l'histoire ancienne. Alors que le PCF est très affaibli, pourquoi revenir sur un tel passé pour le critiquer ? Si nous le faisons, c'est que cet événement nous concerne encore à plus d'un titre.

La lutte du peuple algérien est en quelque sorte la nôtre, D'abord parce qu'elle est une lutte victorieuse contre l'impérialisme français, ensuite car elle est fait partie de la mémoire du prolétariat multinational de France. De nombreux travailleurs, français ou étrangers, sont enfants ou petits enfants d'Algériens, d'Algériennes, ayant subi la colonisation ou combattu contre elle. Et enfin, parce que les leçons de cette expérience sont encore d'actualité.

L'intérêt de l'analyse de cette époque va bien au-delà d'un simple rappel. Les tâches des communistes impliqués dans une lutte de libération nationale, s'ils sont dans le pays dominé, ou confrontés à celle-ci s'ils sont dans le pays dominant, sont encore actuelles. L'exemple, le plus proche en est la lutte nationale du peuple palestinien qui subit une occupation de type colonial, avec une forte population d'origine européenne (pas seulement puisqu'une forte proportion des Israéliens sont orientaux).

Cette situation permet de nombreux rapprochements avec la situation coloniale de l'Algérie. Il y a donc matière à tirer des enseignements de l'étude de cette période de la lutte politique en France et en Algérie, sans pousser trop loin les rapprochements bien sûr.

Avril 2012

I - 1830, une Algérie conquise, mais pas soumise

L'Algérie avant la colonisation

Du XVI^e siècle à sa colonisation par la France, l'Algérie est une province de l'Empire ottoman (turc) et non une colonie telle qu'elle le sera sous domination française. Elle est reconnue comme un Etat souverain et signe des traités. L'appartenance à cet Empire préserve la singularité de la société algérienne, ou plutôt des sociétés algériennes. En effet coexistent sur le territoire algérien (watan al jaza'iri) des situations économiques, sociales et culturelles très diverses. La majorité de la population et les Turcs ont en commun l'Islam, même si leurs rites sont différents. De ce point de vue, ils ne sont pas des étrangers, au même titre que les Français.

Le Dey est le représentant du pouvoir central turc. L'Algérie est divisée en trois beyliks (régions administratives). Le Dey a une emprise faible sur l'intérieur du pays, car les tribus, les clans, souvent organisés en confédérations concurrentes, ont une identité forte et s'auto-organisent. La religion est au service de l'Etat, et les Oulémas (les savants en religion), qui forment une bureaucratie, administrent la justice et l'enseignement. Par ailleurs, l'Islam populaire s'organise en confréries qui jouent un rôle important dans les soulèvements, en particulier au moment de la conquête.

Au début du XIX^e siècle, l'Algérie compte 3 millions d'habitants dont 2,8 millions sont des ruraux. Son organisation sociale n'est pas comparable à celle de la société féodale européenne. Il existe de grands domaines et de puissants propriétaires fonciers vivant des corvées imposées à leurs sujets, mais ils sont peu nombreux et appartiennent à des familles turques. Ils sont cantonnés dans les plaines littorales. Ailleurs, la terre est le bien collectif des familles, des tribus ou d'institutions religieuses (Habou). La majorité des paysans et les tribus possèdent leurs terres à titre individuel ou collectif.

Les paysans sont aussi des guerriers. La tribu assure sa propre police qui sanctionne les infractions aux règles communes par des amendes, les crimes de sang se réglant entre familles ou clans. Il n'existe pas de prison.

La fragmentation de la société, en tribus et confédérations de tribus autonomes, explique les difficultés rencontrées dans la conquête par l'armée française. Elle ne peut pas affronter une armée centralisée en un combat décisif, mais doit vaincre successivement chaque tribu, ou chaque confédération et conquérir les villages les uns après les autres.

Les principales ressources de l'Algérie sont la course maritime (l'arrondissement de bateaux de commerce), le tribut versé par les puissances maritimes pour y échapper, et les impôts. La course permet la revente de marchandises et de captifs comme esclaves. Mais le pays peut, en certaines occasions, exporter des céréales, comme à la France pendant la Révolution.

A la veille de l'expédition française, le régime turc en Algérie est affaibli par le déclin de la course à laquelle s'opposent maintenant les puissances maritimes (Angleterre, France,..), la baisse des exportations, et les révoltes de tribus et de confréries qui s'opposent à l'alourdissement des impôts.

La résistance à la conquête

Le 14 juin 1830, une armée de 37 000 hommes débarque dans la baie de Sidi Ferruch, à l'ouest d'Alger. Le 19, les troupes turques, renforcées par des contingents arabes et kabyles, passent à l'offensive. Elles sont battues. Le 5 juillet Alger est prise.

L'expédition militaire a été conçue comme un coup politique visant à conforter le régime agonisant de Charles X, qui est pourtant renversé en juillet par le peuple de Paris. Elle se transforme bientôt en une conquête militaire de toute l'Algérie qui est poursuivie par tous les régimes français successifs : Monarchie de juillet, Deuxième république, Second

empire, Troisième république. La conquête est extrêmement violente, les tribus qui résistent sont victimes de massacres collectifs. Elle se poursuit pendant 26 ans. Et ce n'est qu'en 1857 que le dernier bastion de la résistance en Kabylie est réduit.



Attaque et prise d'Alger - 4 Juillet 1830

L'Algérie sort de cette guerre dépeuplée. De trois millions d'habitants en 1830, elle tombe à 2,1 millions en 1870. Elle est par ailleurs considérablement appauvrie. Alexis de Tocqueville, homme politique libéral, écrit en 1847 « *nous avons rendu la société musulmane beaucoup plus misérable, plus désordonnée, plus ignorante et plus barbare qu'elle n'était avant de nous connaître* ».

Les premières résistances sont celles des communautés (des tribus). Mais, dès 1834, L'Emir Abdel Kader tente d'unir autour de sa tribu d'autres tribus et d'attirer dans son camp les élites urbaines. Il cherche à jeter les bases d'un Etat national (administration, armée, enseignement assuré par l'Etat, fiscalité unifiée) en s'appuyant entre autres sur la

religion. Mais il se heurte à des tribus jalouses de leur indépendance et qui refusent d'abandonner leurs privilèges. Les Français en attirent beaucoup à eux avec la promesse de garantir leur autonomie et leurs droits. Les militaires jouent sur les anciennes oppositions entre tribus ou confédérations pour affaiblir la résistance. Abdel Kader est finalement vaincu en 1847 et fait prisonnier.

La mission « civilisatrice » du colonialisme

En 1864 le général Ducrot écrit dans un « *rapport sur les moyens à employer pour assurer la pacification de l'Algérie* ». « *Entravons autant que possible le développement des écoles musulmanes, des zaouïas... Tendons, en un mot, au désarmement moral et matériel du peuple indigène...* ». Et il ajoute « *Au contraire, agissant en sens inverse sur l'élément européen, créons et développons par tous les moyens l'esprit et l'organisation militaires de nos colons* ».

L'Algérie conquise n'est pas soumise pour autant. Des soulèvements ont lieu en 1864, en 1871. En 1917 des tribus des Aurès se révoltent encore. Ces mouvements touchent la plupart des régions algériennes.

Le soulèvement le plus important éclate en Kabylie en 1871. Avec l'avènement de la République, les militaires qui assuraient une sorte de protectorat préservant le statut des tribus, perdent le pouvoir au profit des civils partisans d'une extension de la colonisation. De plus, la famine a frappé les paysans algériens en 1867 et 1868.

La révolte débute alors que les spahis (cavaliers algériens de l'armée française) de Souk Ahras refusent de s'embarquer pour la France. Le 12 mars, le Bachaga El Mokrani appelle au soulèvement généralisé et mobilise plusieurs dizaines de milliers de combattants. Mokrani, seigneur militaire et grand propriétaire, a été l'allié des français et décoré de la Légion

d'honneur pour cela. Mais l'extension de la colonisation, en menaçant ses intérêts, le fait basculer dans la résistance.

Les tribus, hier divisées, se fédèrent. La surprise aidant, les insurgés remportent des succès de l'Est au centre de l'Algérie. Mais la situation se retourne vite. Fin mai, après l'écrasement de la Commune, les troupes françaises arrivent équipées d'un armement lourd. Les villages sont rasés, les récoltes détruites. En janvier 1872, les derniers insurgés, pourchassés par l'armée, sont battus au sud de Ouargla.

Les communards pour l'amnistie des révoltés algériens

Comme les communards, les Algériens connaissent la répression et le bannissement à l'Île des Pins en Nouvelle Calédonie. D'avril 1879 à septembre 1880, les communards sont amnistiés pour les faits insurrectionnels de 1871. Mais cette amnistie ne couvre pas les révoltes d'Algérie. De retour en France, les communards se battent pour que les Algériens en bénéficient. Ils le feront avec conséquence et conviction. En 1880 à Paris, une réunion de 1500 communards, présidée par Louise Michel et Henri Rochefort, réclame l'amnistie pour les déportés algériens. Les orateurs dénoncent la colonisation et l'accaparement des terres par les Européens. « *Périssent les colonies, plutôt qu'un principe* », s'exclame l'un d'eux reprenant les paroles de Robespierre.

En 1886, Henri Rochefort est élu député avec un programme prévoyant l'amnistie pour les Algériens. Après le rejet de sa proposition de loi d'amnistie par l'Assemblée, il démissionne de son mandat. « *Je ne suis pas entré à l'Assemblée pour être appelé « M. le député » par des pauvres qui me demanderont des secours* », écrit-il alors. « *J'ai promis l'amnistie à mes électeurs. Il ne m'est pas permis de la leur donner* ». La solidarité des communards envers les insurgés d'Algérie, se maintient jusqu'à l'obtention de la liberté totale pour ceux-ci dans les années 1890.

« Vive la Commune, et l'internationalisme des communards »

La répression des tribunaux militaires s'abat sur les tribus soulevées. Les dirigeants sont déportés. Ce ne sont pas que les chefs de l'expédition, mais aussi des paysans, des artisans, des boutiquiers. 50.000 hectares de terres sont confisqués aux insurgés au profit de la colonisation. Les tribus se voient imposées une amende de 30 millions de Francs (somme énorme pour l'époque). Enfermés dans les forts français où beaucoup meurent, les insurgés sont ensuite déportés avec les communards à l'île des Pins en Nouvelle Calédonie. Dans leur déportation, ils se lient aux communards, avec qui ils partagent un sort commun.

Les Algériens étrangers dans leur pays

La conquête permet de « libérer » des terres pour la colonisation, qui s'accélère avec le transfert du pouvoir à une administration civile en 1870. La terre, bien inaliénable des tribus, avait été transformée, par décret impérial de Napoléon III, en bien aliénable. La propriété des terres collectives ou « habous »¹ est transférée à l'Etat français. Les terres familiales deviennent des biens privés vendables. Les meilleures terres sont accaparées par une colonisation alimentée par l'émigration d'Alsaciens après la guerre de 1870, ou d'ouvriers parisiens après la répression de la révolution de 1848 ou de la Commune. Des Espagnols, des Maltais, des Italiens viennent aussi en grand nombre. L'Algérie étant réputée être la France, elle est découpée en trois départements.

Tous ses habitants sont français... mais inégalement, car seuls les Européens, les Juifs par le décret Crémieux de 1870 (berbères judaïsés ou sépharades) et, dans le siècle suivant, un petit nombre de musulmans, sont des citoyens. La majorité des Algériens sont des sujets. A ceux-ci, le « code de l'indigénat » impose un droit discriminatoire avec un ensemble de restrictions, d'amendes et de peines de prison qui leur sont spécifiques.

¹ Biens dévolus à des institutions religieuses dont les anciens propriétaires conservent l'usufruit.

La colonisation bouleverse profondément la société algérienne alors que la colonisation plus tardive du Maroc et la Tunisie n'en transforme pas fondamentalement les structures sociales. La bourgeoisie algérienne qui s'était formée dans les villes avant la colonisation et les élites intellectuelles immigreront en Orient. Les Algériens sont devenus des étrangers dans leur propre pays dont les villes sont remodelées par les Européens à l'image de celles du continent. Des mosquées sont détruites ou transformées en églises et l'enseignement de l'arabe interdit.

L'économie coloniale reste agraire, mais la propriété de la terre a considérablement changé. En 1954, elle est concentrée dans les mains de 21.000 colons qui possèdent 2,2 millions d'hectares (alors que 660.000 algériens n'en cultivent que 4,5 millions) et de quelques propriétaires fonciers algériens (ayant acquis ceux-ci grâce aux services rendus à la colonisation). La paysannerie algérienne est réduite à la portion congrue. 73 % des colons ont des exploitations de plus de 100 hectares, alors que la même proportion d'algériens a des exploitations de 4 hectares ou moins. Appauvris, cantonnés sur les terres les moins fertiles, les paysans algériens ne survivent qu'en devenant ouvriers agricoles sur les grandes exploitations coloniales, puis après la première guerre mondiale en émigrant vers la France.

En 1954, la communauté européenne qui représentait 10 % de la population de l'Algérie (sur 10 millions), est concentrée dans les villes. Elle occupe les postes de l'administration, les services publics (chemins de fers, postes, ...). Ainsi, 86 % des fonctionnaires sont européens. Loin d'être majoritairement formée de grands propriétaires fonciers, la population coloniale jouit néanmoins, par rapport à la masse des Algériens, de privilèges importants. En particulier, elle a accès à la citoyenneté dont la masse du peuple d'Algérie est exclue. C'est donc une minorité d'Européens, colons comme petits fonctionnaires, qui exerce le pouvoir administratif et communal et s'en sert pour défendre ses privilèges contre les

Algériens. Cette minorité européenne, dans les communes de plein droit qu'elle administre,² s'oppose farouchement à l'accès des Algériens à l'école publique, dont seulement 18 % des enfants sont scolarisés en 1954. Cette minorité est imbue de la conscience d'appartenir à une élite raciale, menacée par la barbarie d'un peuple arriéré.

Le prolétariat est faible et divisé. L'Algérie est peu industrialisée. En 1950, il n'y a que 50 entreprises de plus de 50 personnes. Le prolétariat industriel compte 100.000 travailleurs, dont 30.000 Européens. Le prolétariat algérien est formé de 100.000 ouvriers agricoles permanents et de 450.000 journaliers ou saisonniers dans les grandes exploitations coloniales. Les Européens ont des emplois stables, sont peu touchés par le chômage, alors que la précarité et les très bas salaires sont le lot des Algériens. La fracture sociale et politique qui partage le prolétariat est renforcée par l'idéologie coloniale raciste, que, dans leur majorité, les travailleurs européens partagent avec les classes bourgeoises. Ces travailleurs forment par bien des aspects, sociaux et idéologiques, une aristocratie ouvrière hostile aux prolétaires algériens.

A partir des années 1920, c'est dans l'immigration que se forme un véritable prolétariat industriel algérien. Une bonne partie des ouvriers étrangers qui remplacent les hommes français partis au front entre 1914 et 1918, reste en France, malgré la volonté de la bourgeoisie de les expulser.

² Les communes de plein droit étaient celles fonctionnant avec un conseil municipal élu, lorsque le nombre de citoyens français était en nombre suffisant. Dans le cas contraire, les communes étaient dites mixtes et administrées directement par l'Etat. De fait, en l'absence d'opposition des Européens, la scolarisation des enfants algériens fut en général plus importante dans ce type de commune, que dans celles « démocratiques ».

II - La naissance du mouvement national algérien

1926, l'Étoile Nord-Africaine

C'est au sein de l'immigration en France que germe le nouveau nationalisme algérien. Rien d'étonnant à cela, car le statut d'immigré relativise les différences d'origines régionales. Les immigrés sont avant tout des Algériens. Ainsi naît, en 1926, la première organisation algérienne qui adopte comme programme l'indépendance nationale. Cette organisation, l'« Etoile Nord-Africaine » (ENA), est à son origine une organisation de masse proche du PCF, créée à l'initiative de sa section coloniale. Messali Hadj en est un dirigeant. Elle rompt assez rapidement avec ce parti, mais elle conserve de son origine des formes d'organisation et des pratiques révolutionnaires, en même temps qu'une forte hostilité au PCF.

En 1936, elle soutient le Front populaire. Mais un an après, ce gouvernement l'interdit au prétexte que son indépendantisme menace la République. Elle se reconstitue en PPA (Parti du Peuple Algérien) qui commence à s'implanter en Algérie. Alors qu'en France elle était à recrutement ouvrier, en Algérie elle se développe parmi la paysannerie, les petits artisans et les commerçants des villes de l'intérieur. Le PPA est populiste dans sa composition et dans son idéologie, hostile à la lutte de classe, et imprégnée d'éléments empruntés à l'islam. Sa devise est : *« l'islam est ma religion, l'arabe est ma langue, l'Algérie est ma patrie »*.

Pendant la deuxième guerre mondiale, le PPA soutient le camp anti-fasciste, espérant que sa victoire débouchera sur l'indépendance. Il est à l'initiative des manifestations du 8 mai 1945 dont la répression est sanglante dans le Constantinois (plusieurs dizaines de milliers de morts).

Le 8 mai 1945

Interview avec Saad Abssi, ancien responsable du FLN en France, qui a commencé son engagement nationaliste dans le Constantinois.

Partisan : Peux-tu nous rappeler l'importance des événements du 8 mai 1945 dans le développement du mouvement nationaliste qui débouche en 1954 sur la création du FLN et sur l'insurrection ?

S.A. : Les événements du 8 mai 45 sont sans exagérer le facteur décisif qui amène le PPA (Parti du Peuple Algérien) puis le MTLD (Mouvement pour le Triomphe des Libertés et de la Démocratie) à créer l'O.S. (Organisation Spéciale : branche armée du mouvement). Avant même la guerre il y avait eu un débat au sein du Parti, et entre le Parti dirigé par Messali Hadj et les réformistes comme Ferhat Abbas ou les Oulémas (Mouvement de réforme religieuse). Mais en 1945, ce que l'on appelle la tendance révolutionnaire au sein du PPA a eu le dernier mot grâce à ces événements.

En 1939, le PPA est le seul parti qui exige l'indépendance pour l'Algérie. A l'occasion de la guerre entre la France et l'Allemagne, il y a débat sur les voies de l'indépendance. Certains membres du parti ont des contacts avec les fascistes, ce que refuse Messali Hadj. 3 membres importants sont exclus dont Mohammed Saïd qui a été plus tard responsable de la Willaya III du FLN au cours de la guerre de libération nationale. La direction du parti entretient pendant toute la guerre des contacts d'une part avec les Américains et avec la résistance et la gauche française qui font des promesses sur l'accession de l'Algérie à l'indépendance, d'autre part avec les Oulémas et Ferhat Abbas. Après le débarquement des Alliés en Algérie, les réformistes et le PPA forment le mouvement des Amis du Manifeste et de la Liberté algérien (AML). Ce mouvement grandiose est insuffisamment éduqué politiquement et peu organisé. Il était pourtant puissant. [...] , mais pas suffisamment organisé pour canaliser le peuple dans une organisation politique forte.

Au moment où les peuples et les Alliés se réjouissent de la victoire contre le fascisme, le peuple algérien qui, dans sa majorité, a cru à la parole des Alliés et aux discours De Gaulle [...] sort manifester bien sûr avec le drapeau algérien et certainement avec certains éléments qui sont armés. Les manifestations du 8 mai viennent de là, mais leur répression, [...] est très dure.

Il y a eu deux versions des événements du 8 mai 45. Une version simpliste, [...] dit : « c'est une réaction colonialiste violente de manifestations pacifistes qui exprimaient leur joie ». A la vérité un certain nombre de membres du PPA ont préparé des actions armées. Ils

pensaient que ces actions pourraient entraîner la marche grandiose des masses.

Partisan : Il y a donc eu une tentative d'insurrection prématurée ?

S.A : Oui ! Il y a eu une préparation très rapide, surtout en Kabylie et dans l'Est et le Nord Constantinois. Mais en tous cas les réactions de l'armée coloniale dépassent par leur ampleur l'importance qu'ont eu les tentatives d'insurrection. La réaction a été très brutale, que ce soit à Kerrata qui est pas très loin de Bougie (Bejaïa), que ce soit à Sétif ou dans le nord constantinois à Guelma. Les chiffres du mouvement nationaliste sont de 45000, les chiffres de l'administration plusieurs centaines.

La conséquence de cette réaction est la radicalisation du PPA où la tendance qui réclame la formation d'une organisation armée, parce que la libération passera nécessairement par la lutte armée, s'est renforcée considérablement. Ce qui explique qu'au congrès de 1947 (du PPA) la majorité écrasante décide la création de l'OS (organisation spéciale). Mais ces événements ont des conséquences même à l'extérieur du Parti. Ainsi Fehrat Abbas, qui a créé l'UDMA, évolue. Alors qu'au départ il demandait seulement l'intégration, après 1946 il exige la création d'une République algérienne dans le cadre de l'Union française.

En 1946, un droit de vote limité est concédé aux Algériens. Ils peuvent élire des représentants aux assemblées algériennes, mais pour préserver la suprématie européenne, deux collèges électoraux sont créés. Les citoyens algériens élisent le même nombre de représentants que les Européens, alors qu'ils sont neuf fois plus nombreux. De plus l'administration s'emploie à étouffer la voix du peuple algérien, par le truquage des élections et par la répression des mouvements paysans et des militants nationalistes.

Dans ce contexte, Le PPA crée un parti légal, le MTLD (Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques), et un peu plus tard une organisation militaire (OS, Organisation spéciale). Toutefois, Messali Hadj ne croit pas que l'indépendance puisse être arrachée par la lutte armée. Le MTLD obtient des élus municipaux dans les grandes villes. Puis il se divise, entre Messalistes (partisans de Messali hadj)

radicaux et Centralistes³ qui se recrutent dans la petite bourgeoisie urbaine et glissent vers des positions plus réformistes et électoralistes. Au début des années 1950, le PPA est en crise.

L'insurrection, le 1^{er} novembre 1954

Au début de 1954, espérant sortir de l'impasse dans laquelle est le MTLD, une minorité des cadres de la fraction radicale se regroupe de façon éphémère dans le CRUA (comité révolutionnaire d'unité d'action). Elle a l'ambition de recréer l'unité du parti dans l'action. Face à l'échec de cette tentative, quelques dirigeants, en lien avec des groupes militants, décident de passer à l'action contre le colonialisme⁴. Ce sont eux qui préparent l'insurrection du 1^{er} novembre 1954, qui est revendiquée au nom du FLN. Sa dimension militaire est faible, mais son impact politique décisif, car elle précipite la réorganisation du mouvement national dans l'action et pour l'action. Les divergences anciennes ne sont pas surmontées, mais mises entre parenthèses par l'initiative prise par les « activistes ». Les « centralistes » rallient le FLN en 1955. Les messalistes restent en dehors et forment le MNA qui a une influence prépondérante dans l'immigration. Entre le FLN et lui s'engage alors une lutte sans merci qui se conclut par la liquidation du MNA.

Le gouvernement français sous-estime la portée du 1^{er} novembre qu'il rabaisse à une affaire de banditisme. Moins de deux ans après, le gouvernement socialiste mobilise le contingent pour « pacifier » l'Algérie.

³ Centralistes : c'est-à-dire les partisans de la ligne majoritaire au comité central.

⁴ Les organisateurs des actions du 1^{er} novembre étaient au nombre de neuf : Hocine Aït Ahmed (aujourd'hui dirigeant du FFS), Ahmed Ben Bella, Mustapha Ben Boulaïd, Larbi Ben M'hidi, Rabat Bitat, Mohamed Boudiaf, Mourad Didouche (tué au cours de la bataille d'Alger), Mohamed Khider, Belkacem Krim.

Les huit ans de la guerre de libération

Les guerres nationales démontrent que la supériorité militaire des oppresseurs ne leur assure jamais la victoire. L'inégalité dans l'armement est pourtant flagrante. Coté français à partir de 1956 : 500.000 soldats, appuyés par l'aviation et du matériel lourd, des frontières algériennes fermées en 1958 par des barrières électrifiées visant à empêcher toute aide extérieure.

Le FLN rassemble en son sein tous les courants nationalistes et son action militaire se développe rapidement. L'oppression coloniale a accumulé un immense potentiel de révolte. Les maquis s'organisent d'abord en Kabylie, dans les Aurès et le Constantinois. Dans cette dernière région, l'insurrection paysanne du 20 août 1955, violemment réprimée, contribue à l'extension du mouvement.

Le FLN a l'initiative militaire jusqu'en 1958. A cette époque l'ALN (Armée de libération nationale) est forte de plus de 20 000 combattants et de 20 000 auxiliaires. Mais la construction des barrières électrifiées aux frontières tunisiennes et marocaines contrarie fortement l'approvisionnement régulier en armes des maquis. De plus les grandes opérations militaires, menées à partir de 1958 et les déplacements massifs de populations pour les regrouper dans des villages sous contrôle de l'armée, réduisent le nombre de combattants. En 1962, l'ALN à l'intérieur ne compte plus que 7 000 combattants dont seulement les deux tiers sont biens équipés.

D'ailleurs, à partir de 1960, l'ALN ne cherche plus guère à franchir les barrages électrifiés, car le FLN est déjà politiquement gagnant. Il a fait la démonstration que le peuple algérien est acquis à l'indépendance. L'effort de guerre qu'il impose à l'impérialisme français devient un handicap pour celui-ci dans la compétition impérialiste, tant sur le plan économique que politique. Enfin la guerre est, en France, de plus en plus impopulaire. A l'automne 1959, De Gaulle ouvre la voie à une possible autodétermination. Mais, en même

temps, il accentue l'effort de guerre pour négocier en position de force afin de conserver le Sahara où l'on vient de découvrir du pétrole.

La torture n'est pas une bavure !

La torture, les exécutions sommaires ne sont pas des accidents, des bavures liées à l'âpreté de l'affrontement. Pas plus, comme pourtant certains l'affirment encore, un moyen ultime pour déjouer les attentats du FLN à Alger entraînant la mort de civils. La torture a été utilisée aussi bien lors de la répression de l'insurrection algérienne en 1947, que dans la lutte contre les nationalistes vietnamiens avant 1954, et en Algérie de façon courante dans les gendarmeries dès la fin de la guerre de 1939 / 1945. La torture est l'instrument habituel de la répression coloniale, des guerres injustes, contre des peuples qui, dans l'idéologie coloniale, ne sont que des " sous-hommes ".

La responsabilité de la torture est politique. Le choix des moyens de répression a été fait par les militaires en accord avec les dirigeants politiques socialistes de la France en 1956. La fin justifiait les moyens. Il n'y a pas eu d'instruction gouvernementale écrite recommandant l'usage de la torture, mais des consignes précises ont été transmises pour que soient obtenues des informations par tous les moyens. Le haut commandement militaire avait reçu la garantie du gouvernement Guy Mollet qu'aucun officier ne serait jugé pour de telles « bavures ». Tous les gouvernements, de 1954 à 1958, ont été formés avec Mitterrand (qui n'était pas alors socialiste) ou des ministres socialistes. Ils ont couvert et encouragé l'usage de ces moyens. Pendant la bataille d'Alger où la torture devient systématique, le représentant du gouvernement à Alger était un socialiste (Lacoste).

Disposition entre les moyens, disproportion entre les victimes dans les deux camps. Coté français 25.000 tués, dont seulement 15 000 au combat. Les autres par accidents ou suicides. Coté algérien, le nombre est incertain. En tout cas inférieur au chiffre officiel de 1,5 million. En 1974, le ministère algérien des Anciens Moudjahiddines a recensé 152 863 tués sur 336 748 combattants reconnus. Cela sans compter les victimes civiles de la guerre. Au total le nombre de morts pourrait être de plus du double. Mais le nombre des victimes, blessés ou torturés, femmes violées, est bien supérieur, et avoisine sans doute le million.

La victoire du peuple algérien fait la démonstration qu'une guerre révolutionnaire se gagne politiquement. Les armes ne sont que le moyen de la politique. Par la lutte armée le FLN a prouvé que le peuple algérien ne cédait pas aux sirènes du colonialisme. Il était pour l'indépendance. Il a soutenu le FLN qui n'aurait pu survivre sans cela face à la machine de guerre française. Par la lutte armée aussi, le FLN a accru les contradictions du colonialisme, et l'a miné de l'intérieur en imposant une guerre vite impopulaire.

Le FLN, base sociale et politique

La base sociale du FLN reste proche de celle du PPA, les paysans et la petite bourgeoisie rurale. Le poids de la classe ouvrière y est faible (sauf dans l'immigration). Le développement de la lutte armée conduit les courants qui jusqu'alors étaient hostiles à la revendication d'indépendance à rallier le FLN : l'UDMA de Ferhat Abbas⁵ qui représente les intérêts des notables algériens assimilationnistes qui avaient souhaité une démocratisation de l'Algérie dans le cadre de la France ; l'Association des Oulémas, (docteurs de l'Islam) qui fondent leur nationalisme sur l'identité musulmane de l'Algérie ; puis le PCA.

Contrairement à sa dénomination, le FLN n'est pas un front, mais un parti centralisé. Les organisations qui le rallient doivent se dissoudre. Centralisée en tant qu'appareil, surtout militaire, il est politiquement très hétérogène dans ses cadres et dirigeants. Il y a des anciens militants communistes (peu) et quelques militants, comme Saïd Mohammedi qui se sont engagés dans les SS pendant la seconde guerre mondiale. Toutefois, la direction du FLN est avant tout composée d'éléments petits bourgeois : paysans aisés, professions libérales, commerçants, parfois issus de grandes familles, comme Ait Ahmed descendant d'une famille maraboutique, qui

⁵ Jusqu'à l'insurrection Ferhat Abbas, pharmacien de Sétif, resta partisan de l'assimilation, et du maintien d'une autonomie de l'Algérie dans le cadre de l'Empire colonial français.

sont des nationalistes bourgeois. Le FLN est bien plus homogène dans son recrutement populaire, venu principalement de la paysannerie pauvre. C'est une organisation populiste. Comme le note Mohammed Harbi⁶, son idéologie anti-bourgeoise exprime l'hostilité des paysans à l'égard des couches urbaines.

Son fonctionnement interne est fondé sur la soumission aux chefs (en particulier aux chefs historiques) et les divergences politiques se règlent déjà par l'élimination des opposants, comme Abane Ramdane principal organisateur du premier congrès du FLN, assassiné par des membres de la direction du FLN au Maroc fin 1957⁷.

Le premier congrès du FLN ne fait pas état de l'Islam (congrès de la Soummam, 1956). Il affirme la subordination du militaire au politique, et la primauté des combattants de l'intérieur dans la direction du FLN dont ils doivent représenter au moins les 2/3 des membres. Mais ce congrès n'a aucune conséquence politique durable.



Dirigeants FLN au congrès de la Soummam

⁶ Mohamed Harbi : « Le FLN : mirage et réalité » éditions Jeune Afrique.

⁷ Abane Ramdane est assassiné en décembre 1957 au Maroc, pour s'être opposé à la majorité de la direction du FLN, alors réfugiée à Tunis. En Mai 1958, le journal du FLN (El Moudjahid) annoncera sa mort au champ d'honneur au cours d'un accrochage avec des soldats français.

En dépit de l'absence de référence à l'Islam dans sa plateforme, l'idéologie du FLN est très marquée par les préceptes moraux et sociaux musulmans (interdiction de l'alcool, du tabac, du jeu, respect strict du jeûne). Préceptes qui seront, selon les chefs de willayas, appliqués avec plus ou moins de rigueur. D'autre part, le FLN s'oppose à la lutte de classe. Il hésite même à créer un syndicat de travailleurs, organisation qu'il associe à cette lutte. Il ne fonde l'UGTA que pour disputer au PCA et au MNA leur influence ouvrière. Mais ce syndicat créé par le haut ne sera jamais qu'un appareil bureaucratique, sans aucune autonomie.

Après la « bataille d'Alger » (1957)⁸, qui est un revers militaire pour le FLN, sa direction est transférée en Tunisie et au Maroc. L'Etat-major général de l'ALN (EMG) concentre dès lors le pouvoir politique et prend le pas sur les combattants de l'intérieur. Après l'assassinat de Abane Ramdane, et en dépit des orientations du Congrès de la Soummam, c'est le militaire qui prime sur le politique. L'absence d'unité politique, tant sur la ligne générale du mouvement que sur la tactique de lutte, laisse une entière autonomie aux dirigeants militaires des willayas, et surtout à l'EMG. La coupure relative de l'Etat major avec les maquis favorise l'« embourgeoisement » de l'ALN et du FLN, et leur constitution en appareil d'Etat qui va assurer la relève de l'Etat colonial. Le ralliement d'officiers algériens de l'Armée française accentue cette tendance.

Les civils qui participent au GPRA (gouvernement provisoire de la république algérienne, formé en 1958) n'ont aucun poids politique réel. Ils sont les représentants du FLN auprès de l'ONU. Ils assurent la représentation diplomatique du mouvement. Après l'indépendance, ils disparaissent de la vie politique.

Le FLN ne vise pas une révolution sociale. La « révolution pour le peuple, par le peuple » n'est qu'un slogan. Pas de

⁸ Pour liquider l'organisation du FLN dans la Casbah d'Alger, l'armée française va déployer des moyens énormes et recourir systématiquement à la torture.

débat d'orientation dans ce parti, mais des luttes pour le pouvoir. Les dirigeants militaires sont prêts à avaliser n'importe quel programme. Ils savent que cela n'a aucune importance car ils ont le pouvoir des armes.

C'est donc en France que la lutte du peuple algérien prend un contenu plus ouvrier. Dans cette lutte se forme une conception de l'Etat algérien à construire qui rompt avec le nationalisme étroit et l'idéologie religieuse. Au congrès de Tripoli (1962), la Fédération de France du FLN propose une constitution laïque où la religion n'était plus qu'une question personnelle. Ce texte n'est pas soumis au débat. Le FLN impose une constitution qui fait de l'Islam l'idéologie de l'Etat. Ben Bella défend l'Islam comme un rempart des pauvres contre les riches. Sans débats, ce congrès inscrit le socialisme au programme du parti FLN⁹.

La guerre et la lutte pour le pouvoir

Au sein de l'armée des frontières se constitue le futur appareil d'Etat algérien, administratif, financier et surtout militaire. Cette bourgeoisie en formation est sûre de sa légitimité et déjà méprisante envers le peuple. Au Maroc et en Tunisie, à de nombreuses occasions les soldats se révoltent contre la dureté de leur condition, misérable comparée à celle de leurs officiers. En 1960, le colonel Boumediene s'impose à la tête de l'EMG. Il est plus soucieux des conditions de vie des soldats et plus austère, ce qui renforce son influence politique. Il s'appuie sur Franz Fanon (médecin antillais et écrivain) pour développer dans l'armée une idéologie révolutionnaire tiers-mondiste et anti-marxiste qui sera pendant deux décennies celle de l'Algérie indépendante.

⁹ En juin 1962. En fait le terme de congrès est aussi trompeur. Il s'agit en fait d'une réunion du Conseil National de la Révolution Algérienne. Le débat a lieu au sommet et n'implique pas les militants du FLN.



Le premier juillet 1962, par référendum, le peuple algérien accède à l'indépendance. Dès lors une courte, mais rapide, lutte pour le pouvoir s'engage entre des willayas et les armées de l'extérieur. Certaines willayas (la III - la Kabylie, la IV - l'Algérois) sont opposées à l'Etat-major général. Des affrontements ont lieu. Mais le rapport de force est trop inégal. L'armée des frontières compte 45 000 hommes. Elle dispose d'une artillerie lourde et de blindés, matériels achetés grâce à l'aide financière des pays arabes et de la Chine. Fatigué de 8 ans de guerre, le peuple s'interpose entre les combattants.

L'indépendance libère une révolte populaire inorganisée, celle des paysans déracinés par la guerre¹⁰. Elle prend des formes excessives et violentes, contre les urbains, contre les femmes émancipées, au nom d'un ordre moral qui, selon Mohamed

¹⁰ Les regroupements dans des villages contrôlés par l'armée coloniale vont accélérer la paupérisation des paysans et contribuer à accélérer la migration vers les villes côtières et leurs bidonvilles.

Harbi, sont « des exemples de manifestations intégristes et non des faits isolés »¹¹.

Ces excès discréditent les willayas qui ne peuvent les contrôler et facilitent la prise en main du pouvoir par les forces bourgeoises. L'armée, qui forme à l'extérieur une ossature étatique déjà prête, prend en main l'essentiel du pouvoir. Elle l'a encore.

Appel du 2 juillet 1962 de la fédération de France du FLN

Ce texte interne reflète la position de la direction de la fédération à ce moment là, dont une partie rejoindra ensuite le PRS (Parti de la Révolution socialiste) de Mohamed Boudiaf, bien plus que celle de la majorité des militants. Ce radicalisme n'empêchera pas certains de ses auteurs de finir ministres dans un gouvernement du FLN.

« Quelques chefs militaires de l'ALN stationnés aux frontières, ont par leur indiscipline caractérisée, créé une situation grave (...) disposant de milliers d'hommes que le peuple leur a confiés, et d'un armement très puissant que les militants du FLN ont rapporté de tous les pays du monde, les candidats putschistes se sont crus assez forts pour s'emparer du pouvoir et s'imposer au peuple. (...) Les révolutionnaires lucides et conscients n'accepteront jamais que dans la fumée d'un verbalisme qui se prétend socialisant, des putschistes instaurent en Algérie un national-socialisme raciste, xénophobe et chauvin (...) »

Cité par JC Einaudi « Franc tireur »

¹¹ Voir Mohamed Harbi, « Mirage et réalité ».

III- Le Parti communiste français, la question coloniale et l'Algérie

S'il y a une constante dans l'histoire du Parti communiste en France, c'est bien que l'internationalisme et l'anti-impérialisme sont toujours subordonnés aux intérêts de ce parti en France. En tant que parti parlementaire, il est le seul à exprimer une certaine opposition à ce que le colonialisme a de trop brutal, l'agent le plus actif du colonialisme dans la gauche française ayant toujours été le Parti socialiste SFIO. En se comparant à ce dernier, le PCF s'est donc vanté d'avoir soutenu les peuples colonisés dans leur lutte. Pourtant ce n'est pas à l'aune de la politique du PS que l'on doit évaluer celle du PCF, mais à celle de l'internationalisme prolétarien, et d'une politique communiste.

L'internationalisme des années 1920

Au sortir de la guerre impérialiste de 1914 -1918, le mouvement ouvrier issu de la deuxième Internationale, se scinde en deux courants opposés, tant au niveau politique que syndical.

En décembre 1920, le PC naît, sous l'impulsion de l'Internationale Communiste, de la transformation de la majorité du parti socialiste SFIO, en Parti Communiste. Cette majorité accepte les 21 conditions mises pour adhérer à l'Internationale communiste. La condition n°8 traite de la question des colonies et des nations opprimées. Elle impose aux partis communistes *« de soutenir, non en parole mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux »*.

La minorité qui quitte ce parti maintient la SFIO. Ce courant deviendra vite plus influent électoralement que le jeune PCF qui perd rapidement les vieux socialistes qui ont adhéré sentimentalement au communisme, mais n'acceptent pas la bolchevisation du parti.

De même, la CGT éclate en deux courants. L'un minoritaire forme la CGTU, qui regroupe les courants communistes et anarcho-syndicalistes, l'autre maintient la CGT sur des bases réformistes.

Le courant socialiste (politique comme syndical) défend les travailleurs français et la préférence nationale. Au nom de cette défense, il exige la fermeture des frontières, l'établissement de quotas par profession pour les étrangers. Dans les colonies, il soutient une politique d'assimilation et d'accès à la nationalité française des « élites ».

Le PCF et la CGTU suivent alors dans les années 1920 une politique internationaliste. La CGTU défend l'égalité complète entre travailleurs et s'oppose « *à tout refoulement et limitation de l'emploi de la main d'œuvre immigrée, et [revendique] la liberté complète des frontières* ». Au congrès syndical de 1925, Racamond dira « *il n'y a pas d'ouvriers étrangers en France. Il y a des ouvriers d'un même pays : Le Proletariat* ».¹²

La politique nationale prime sur l'internationalisme

L'attitude du PCF face au colonialisme et à l'immigration va assez vite glisser vers l'opportunisme. En 1927, le PCF est critiqué par l'Internationale communiste pour avoir proposé la fermeture des frontières à l'immigration. Il apparaît alors que la question coloniale n'est pas pour lui essentielle.

En 1922, sa section algérienne de Sidi Bel Abbes fait une déclaration qui pue l'esprit colonial et le racisme. Elle écrit :

¹² Voir René Gallissot : « Ces migrants qui font le prolétariat », Editions Méridiens Klincksieck.

« *La libération du prolétariat indigène de l'Afrique du Nord ne sera le fruit que de la révolution métropolitaine, un soulèvement victorieux des masses musulmanes [avant la révolution] amènerait fatalement en Algérie un retour vers un régime voisin de la féodalité* ». La réaction du PCF est modérée. Il est alors en Algérie un parti à 100 % formés de petits blancs ouvriers ou paysans.

En 1924, le soutien du PCF à l'insurrection du Rif marocain contre la colonisation, fait l'objet d'une campagne portée par les Jeunesses Communistes qui la relaient très activement en Algérie. Cette campagne y a pour conséquence de fortes pertes d'adhérents.

Cet épisode glorieux est très vite oublié. Le PCF se désintéresse de l'Algérie, même si l'indépendance de celle-ci reste à son programme. Le responsable de la section coloniale dans les années 1930, André Ferrat, est en même temps directeur de *l'Humanité*, et fort peu disponible pour s'occuper de l'Algérie. C'est seulement quand, suite à ses critiques à la ligne du Parti, il perd son poste à *l'Humanité*, qu'il s'y rend. Il tente d'implanter le parti dans les masses algériennes. Au bout de six mois, il rentre en France, remplacé par Chaintron qui poursuit sa politique avec un certain succès.

A l'occasion du Front Populaire, le PCF se rallie au point de vue réformiste sur les questions coloniale et immigrée. Il n'avait pas profondément rompu avec l'opportunisme notoire de la SFIO dont il est issu. Il le reprend à son compte pleinement. Sa conception du Front populaire est à l'opposé d'un front de classe autour de la classe ouvrière. Il fait sienne la conception nationaliste du peuple, toutes classes confondues. Il propose de convertir le Front populaire en « *Front Français* ». « *Les communistes ont de la terre de France à leurs souliers* », dira Cachin directeur de *l'Humanité*. « *La France aux Français* », lancera un autre dirigeant face à la menace fasciste.

La montée du Fascisme en Europe et le Front populaire conduisent le PCF, à renoncer à la revendication d'indépendance pour l'Algérie, dont le sort est désormais subordonné aux exigences de l'unité anti-fasciste qui suppose l'alliance avec les radicaux socialistes, très liés aux grands colons, et la SFIO, assimilationniste. Le 27 janvier 1937, le gouvernement de Front populaire peut dissoudre l'ENA avec le soutien du PCF. En 1939, Maurice Thorez théorise la notion de l'Algérie « nation en formation » par la fusion des 20 races qui la composent. Autrement dit, l'Algérie n'est pas mûre pour l'indépendance.

1945, le PCF abandonne l'internationalisme

En 1939, après la signature du Pacte germano-soviétique, la guerre est caractérisée par ce qui reste de l'Internationale communiste comme une guerre inter-impérialiste. Le PCF réinscrit alors dans ses textes la dénonciation de l'impérialisme français et la revendication d'indépendance pour les colonies. Vu les circonstances, cela n'a aucune conséquence politique. En juin 1941, l'attaque, par l'Allemagne nazi, de l'URSS, modifie l'analyse de la guerre en cours. L'alliance antifasciste devient la ligne générale. Le PCF crée le Front national et s'engage dans la lutte armée avec les FTP. De nouveau, la défense de la nation fait passer à la trappe la question de l'indépendance des colonies qui deviennent un enjeu dans la guerre, et surtout un immense réservoir de combattants.

En conséquence, en 1944, le PCF s'oppose à une initiative américaine d'internationalisation des colonies européennes. Il affirme que *« le but à atteindre est clair, unité et intégrité de la plus grande France, des Antilles à Madagascar, de Dakar à Casablanca, de l'Indochine et à l'Océanie. Notre pays est une puissance des cinq parties du Monde et ne se découvre pas de raison pour laquelle il devrait cesser de l'être au profit des grands Etats, en abdiquant en leur faveur sa souveraineté sur*

les territoires ou sur les richesses.. ». Le nationalisme chauvin est de retour.

En 1945, le 8 mai, le PPA organise d'importantes manifestations nationalistes dans l'Est algérien qui, réprimées, débouchent sur un soulèvement. Le Parti communiste demande alors la répression la plus sévère du PPA dont il associe l'action à un complot fasciste. *L'Humanité* du 12 mai traite de criminels les dirigeants du PPA et écrit qu'il faut « *châtier rapidement et impitoyablement ... les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute* ». La répression est très dure. Quand l'aviation, la marine, et l'armée de terre font la chasse aux militants nationalistes, deux ministres communistes sont au gouvernement. Tillon qui est l'un d'eux écrit dans ses mémoires qu'ils ont envisagé de démissionner, mais que la direction du Parti s'y est opposée. Toutefois, le PCF est aussi le premier parti qui dans son journal dénonce la répression des Algériens qu'il dit aussi victimes du complot.

En 1947, après le départ des ministres communistes du gouvernement et pendant les premières années de la guerre froide, le PCF remet à l'ordre du jour l'anti-impérialisme (contre les USA et la France qui leur est inféodée) et la question de l'indépendance pour les colonies. Il établit des contacts avec les nationalistes du MTLD en France qui manifestent avec la CGT. Mais ces rapports sont tendus, le PCF se méfie des nationalistes et de leur influence dans la classe ouvrière immigrée. La rupture n'est pourtant pas totale. Lors de la manifestation syndicale traditionnelle du 14 juillet 1953, la police tire sur le cortège des Algériens qui porte le mot d'ordre d'indépendance. Elle fait 8 morts dont un Français. Dans les jours qui suivent, le PCF et la CGT organisent des débrayages dans les usines et s'associent aux obsèques des victimes.

Le PCF face à la guerre de libération

Si l'on interroge aujourd'hui un militant du PCF, nul doute qu'il répondra que le PCF a toujours soutenu la lutte des Algériens pour leur indépendance. Il sera, en cela, tout à fait fidèle à ce qu'affirme en 1964 Maurice Thorez, secrétaire général du PCF. Ainsi dit-il, "*au prix de longues années d'une lutte héroïque et pleine d'abnégation, le peuple algérien, sous la direction du Front de Libération Nationale, a triomphé du colonialisme (...). Fidèle aux principes de l'internationalisme prolétarien, et au nom de l'intérêt bien compris de la France, nous avons soutenu dès le premier jour, ce juste combat*"¹³. Mais tout cela n'est qu'une légende. Sauf, évidemment, l'affirmation selon laquelle il a défendu en bon chauvin « *l'intérêt bien compris de la France* ».

L'insurrection du 1^{er} novembre surprend le PCF. Il met huit jours avant de prendre position. Le 5 novembre lors du meeting de commémoration de la révolution d'Octobre, Jaques Duclos dit que la « *seule politique juste et raisonnable consisterait à reconnaître aux peuples coloniaux le droit à l'indépendance et à conclure avec eux des traités culturels et économiques* »¹⁴.

Toutefois, la première réaction officielle du PCF est de condamner l'insurrection. La déclaration du Parti communiste de 8 novembre 1954 désapprouve les modes d'action adoptés par le FLN. Elle dit en effet que « *le Parti communiste français [...] ne saurait approuver le recours à des actes individuels, si même ils n'étaient pas fomentés par [par les colons]* ». Elle exprime aussi la solidarité du Parti "*avec le peuple algérien dans sa lutte de masse contre la répression et pour la défense de ses droits*". Elle reconnaît encore le « *bien-fondé des revendications à la liberté du peuple algérien* », de ses revendications nationales. Si le PCF se démarque ainsi des politiques coloniales les plus agressives, il ne dit rien sur

¹³ Histoire officielle du PCF publiée dans les années 60 aux Editions sociales.

¹⁴ *L'Humanité*, 6 novembre 1954.

l'indépendance du peuple algérien. Ce soutien est vide de sens, puisqu'il ne soutient que la lutte de masse, pour des droits dont le contenu reste vague.

Dans les années suivantes, le constat de l'aspiration du peuple algérien à l'indépendance et l'affirmation d'un soutien à cette revendication, ne sont pas absents des déclarations du Parti ou de ses interventions aux portes des usines¹⁵. Mais l'indépendance pour l'Algérie n'est jamais un mot d'ordre de ses tracts et déclarations.

En 1956, se réalise ce que le Parti communiste attendait depuis longtemps. La gauche est majoritaire au Parlement. Elle se fait entre autres élire sur la Paix en Algérie. Le PCF soutient le gouvernement de Front républicain formé par la SFIO et ses alliés, y voyant un possible second Front populaire. En mars, il vote les pouvoirs spéciaux au gouvernement de Guy Mollet¹⁶, pouvoirs que celui-ci va utiliser pour accroître l'effort militaire en mobilisant le contingent, en instaurant une justice d'exception en Algérie exercée par l'Armée. Pour le Parti, l'union des forces de Gauche prime sur toute autre solidarité. Thorez affirme pour justifier cette attitude que « *le Parti communiste n'a pas voulu sacrifier le tout à la partie. Il n'a pas subordonné son attitude dans une affaire très importante, mais pourtant limitée, à la préoccupation essentielle qui l'inspire : préserver les possibilités d'un large front unique avec les ouvriers socialistes...* ». Il attendra 2012 pour désavouer ce soutien fait au nom d'une politique du "moindre mal".

¹⁵ C'est le cas de la cellule du département 14 de Renault qui écrit que « *le peuple algérien se bat parce qu'il veut son indépendance. [...] L'Algérie n'est pas plus la France que ne l'est le Maroc ou le Venezuela [...]. Reconnaissance du droit à l'indépendance du peuple algérien* »

¹⁶ Guy Mollet chef du parti socialiste SFIO et leader d'une coalition réformiste, s'était fait élire sur un programme de paix en Algérie. Il mobilisa le contingent, demanda les pleins pouvoirs pour cela et reçut le soutien du PCF.

Les pouvoirs spéciaux

Les décrets d'application instaurent en Algérie une justice d'exception en confiant à l'armée aussi bien des pouvoirs de police, que d'instruction et de justice.

Ils permettent la comparution immédiate des suspects sans instruction préalable, y compris pour des affaires pouvant déboucher sur la peine de mort, devant les tribunaux militaires.

Les tribunaux militaires sont présidés par des magistrats volontaires. Se portent donc volontaires d'abord les partisans de l'Algérie Française.

Ce n'est qu'en 1956 que le PCF renonce explicitement à concevoir l'avenir de l'Algérie « indépendante » dans le cadre d'une Union avec la France.

Alors que la France a engagé 500 000 soldats en Algérie, le soutien purement verbal à la revendication d'indépendance est remplacé par l'exigence de l'arrêt de la guerre par la négociation. La nécessité d'une paix négociée, pouvant conduire à une indépendance, est justifiée par les intérêts bien compris de la France, voire par leur défense face aux manœuvres de l'impérialisme américain au Maghreb. Ils le sont peu par des considérations politiques internationalistes. En effet, il faut selon le Secrétariat du Parti « *affirmer le caractère national de la politique du Parti* » et montrer que la politique « *ultra colonialiste* » est « *contraire à l'intérêt de la France et favorise l'intervention étrangère et plus particulièrement celle de l'impérialisme américain* ». Dans l'opposition au rappel des soldats disponibles, il demande de faire « *valoir en plus des raisons de solidarité active avec le peuple algérien, des raisons d'intérêt de la France* »¹⁷.

A partir de 1956, alors que des appelés désertent, encouragés en cela par des opposants à la guerre coloniale, le PCF adopte une opposition catégorique à la désertion et à la « *propagande*

¹⁷ CR du secrétariat du 26 août 1955.

subversive dans l'armée ». Son opposition à la guerre reste une opposition purement proclamatrice.

Le développement de la lutte armée en Algérie, et le soutien qu'elle reçoit des ouvriers algériens en France, obligent le PCF à reconnaître plus nettement le droit à l'indépendance du peuple algérien. Mais il n'agit que pour obtenir la paix par la négociation, jamais en soutien aux indépendantistes. Comme le dit Maurice Thorez, *"la paix est la seule issue correspondant aux intérêts de la France"*.

Le PCF ne parle d'abord pas du FLN, mais seulement de *"ceux contre qui on se bat"*. Il cherche à ne pas choquer les ouvriers français et à ne pas s'exposer à la répression gouvernementale. Il ne veut pas se compromettre avec le FLN et il demande aux militants de s'employer à *« détruire la thèse de la collusion PC/FLN »* et d' *« assurer l'opinion que les communistes n'approuvent pas l'action terroriste menée en métropole par les éléments du FLN »*.

Le PCF prend le tournant en 1959. Il court derrière De Gaulle qui vient d'accepter, le 16 septembre 1959, le principe de l'autodétermination pour le peuple algérien. Il reconnaît alors le FLN comme seul représentant du peuple algérien, et affirme son droit à l'indépendance, après que l'URSS ait reconnu le GPRA (gouvernement provisoire formé à l'extérieur de l'Algérie par le FLN) comme le représentant unique du peuple algérien.

La montée de l'OAS, dans les années 1961 et 1962, fournit au PCF l'occasion de faire oublier cette série de trahison. Il peut mobiliser, avec succès, dans la lutte anti-fasciste. Sa réaction est très modérée lorsque le 17 octobre 1961, la police réprime une manifestation pacifique du FLN à Paris protestant contre le couvre-feu imposé aux Algériens. Répression qui fait des centaines de victimes.

Le 8 février 1962, il participe à une manifestation, interdite, qui dénonce les attentats de l'OAS. Les CRS matraquent les manifestants au métro Charonne. Neuf personnes, dont huit

sont membres du PCF, périssent dans la bousculade. Leur enterrement est l'occasion d'une manifestation monstre. Dans la mémoire collective de la Gauche, Charonne a longtemps effacé octobre 61. A cette occasion, le seul orateur qui fait référence à la répression du 17 octobre est celui de la CFTC¹⁸. Le PCF sort grandi de cette guerre. Il est à nouveau du côté des victimes, alors que pendant tant d'années il n'a été que le spectateur de la lutte d'un peuple contre le colonialisme.

La classe ouvrière de France, le PCF et la lutte du peuple algérien

Dans les années 1950, l'idéologie colonialiste est fortement ancrée dans toute la société. A l'école, depuis Jules Ferry, les petits Français apprennent combien les colonies contribuent à la grandeur de la France. Cette conviction se double d'un mépris raciste pour les peuples « à civiliser », qui est particulièrement fort vis-à-vis des Algériens. Enfin, l'évidence pour la très grande majorité des Français et y compris dans la classe ouvrière, est que l'Algérie, « c'est la France ». Conviction partagée par la plupart des partis de Gauche, et de fait par le PCF, bien qu'en théorie, il dénonce souvent le colonialisme.

Il y a donc bien dans la classe ouvrière une fracture entre les ouvriers français, leurs organisations, et les travailleurs algériens. Le PCF qui se veut un parti de masse intègre l'attitude majoritaire dans la classe ouvrière. Les travailleurs sont opposés à la guerre, surtout à partir de 1958, mais ils restent aussi hostiles aux Algériens et au FLN qui menacent la vie de beaucoup de jeunes ouvriers mobilisés. Comme le reconnaît Thorez en 1958 en Comité central, le parti ne peut pas se couper de cette masse qui vote pour lui sans être internationaliste. « *Notre tâche dans ce domaine (de la guerre d'Algérie) est d'autant plus difficile que l'influence du Parti est*

¹⁸ CFTC : syndicat des travailleurs chrétiens qui se transforma ensuite en CFDT.

plus large [...] En 1928, nous avons 1 060 000 électeurs [...] idéologiquement très proches de nous. Maintenant nous en avons [...] 5 millions et demi. Il y a dans ces conditions une marge d'électeurs qui sont moins familiarisés avec les principes du parti, qui subissent les fluctuations, qui sont sensibles aux pressions »... L'excuse du PCF : il ne peut être internationaliste, parce que ses électeurs ne le sont pas !

En 1956, le soutien apporté aux pouvoirs spéciaux est un choc pour les militants du Parti, alors que beaucoup y sont opposés. Les militants sont ébranlés, mais ne quittent pas le Parti. Ce n'est pas le cas des communistes algériens. A Saint Denis en 1956, une délégation du PCF de Renault, composée en majorité d'Algériens, rencontre le Comité central du PCF pour lui demander des comptes sur le vote en faveur des pouvoirs spéciaux. La rencontre est un dialogue de sourds. Après celle-ci les Algériens démissionnent collectivement du PCF et rejoignent le FLN.

L'AGTA : un bilan sévère de la passivité des ouvriers français ...

L'AGTA (Association générale des travailleurs algériens) écrit dans une lettre à un ouvrier français : *"Tu as mal compris nos grèves, nos manifestations, surtout lors des débats à l'assemblée de l'ONU. Mais toi, as-tu fait tout le nécessaire pour que nous n'en arrivions pas là ? (...). C'est dans les moments difficiles que les principes valables et vivants s'affirment : tu as souvent parlé d'internationalisme prolétarien, des droits de l'Homme et de morale internationaliste. Je voudrais simplement que tu fasses tout pour sauver les tiens du jugement des peuples, du jugement de l'Histoire. (...) C'est avec amertume que [nous constatons] l'absence d'une solidarité effective et agissante [des travailleurs français]. Certes nous aurions voulu faire l'éloge de leur solidarité - qui serait pourtant chose naturelle entre ouvriers - hélas ! Les faits nous obligent à dire le contraire."* (L'ouvrier algérien en France Sept 57)

Le mot d'ordre de « paix en Algérie » du Parti cherche à concilier deux exigences contraires : S'opposer à la guerre mais sans se battre pour l'indépendance pour l'Algérie, et surtout sans paraître soutenir le FLN. De fait, le Parti perd sur deux tableaux : des militants internationalistes et tous les Algériens le quittent. Et il ne mobilise pas non plus la masse des travailleurs sur la paix en Algérie. Ses initiatives en faveur de la « Paix » ont peu d'impact jusqu'en 1960. Il faut que l'OAS apparaisse comme une menace de guerre civile en France, portant atteinte à la démocratie, pour que les ouvriers se mobilisent contre la guerre et ses conséquences.

Dans sa défense de la Paix, le PCF fait état de l'indépendance comme débouché d'une paix négociée. Mais il s'emploie à souligner combien cette paix sera profitable pour la France, et son économie. En 1957 la conférence de section du PCF de Renault affirme : *"L'intérêt de la France exige que soit mis fin au plus tôt à la guerre d'Algérie. Une Algérie libérée, où tout est à construire, pourrait constituer un débouché considérable pour notre économie, pour le grand bien des deux pays"*. Ce sont là des motivations étrangères à l'internationalisme prolétarien.

Par souci de préserver son influence de masse, par crainte d'une répression (voire d'une interdiction) et par légalisme, le PCF s'oppose à tout soutien concret aux Algériens et au FLN, ainsi qu'à toute implication dans des actions illégales. Le prétexte en est l'impréparation de la classe ouvrière française et la nécessité de développer une lutte de masse. Le « parti d'avant-garde » se conforme par opportunisme au point de vue dominant dans les masses. Ainsi, lorsque les travailleurs algériens déclenchent des grèves en juillet 56, février, avril et juillet 57, le PCF ne répond nullement à l'appel au soutien que les Algériens adressent à leurs frères de classe.

Les membres du PCF ou de la CGT qui mettent leur pratique en accord avec leurs principes internationalistes, le font donc contre leur parti. Les cas de soutiens individuels ne sont pas rares dans les usines. Mais les membres de ces organisations

arrêtés par la police française pour leur soutien au FLN en sont exclus. Ainsi une secrétaire employée par la CGT Renault, Francine Riquier, arrêtée pour avoir transporté des tracts de l'AGTA (Association générale des travailleurs algériens, organisation de masse du FLN dissoute en 1958), est immédiatement exclue du PCF, de la CGT et licenciée de son emploi par le syndicat. En 1961 une infirmière de Renault arrêtée est exclue pour une raison semblable du PCF.

Le PCF et le 17 octobre

Dans les semaines qui précèdent le 17 octobre, dans de nombreuses entreprises, la CGT dénonce les rafles d'ouvriers qui disparaissent des ateliers. De son côté, sachant que la manifestation sera réprimée, le FLN demande à des progressistes d'y participer pour témoigner ensuite des actes de la police. Le PCF invité à s'y associer ne répond pas.

Le 17 au soir, les radios de la Police affirment faussement que des policiers ont été tués. Cela va les déchaîner contre les Algériens dont des centaines seront tabassés à mort et jetés à la Seine. Le bilan de police : 2 morts et des milliers d'arrestations. Le 18, l'Humanité dénonce les violences et sous-entend qu'il y a plus de victimes. Mais le journal dit ne pas pouvoir tout écrire de crainte d'être censuré. Le bureau politique du PCF « dénonce les sanglants événements » et la CGT appelle à organiser des « protestations et des actions de masse ». La déclaration du PCF du 18 octobre, ne parle pas de la revendication d'indépendance portée par les manifestants.

Les actions à la base sont rares et très minoritaires. Les travailleurs français ne bougent pas pour défendre « leurs frères de classe algériens », comme les y appelle pourtant un tract du PCF à Renault.

De novembre à février 1962, les travailleurs français se mobilisent contre les assassins de l'OAS qui multiplient les attentats. Ceux-ci attaquent des locaux de la CGT et des progressistes. Il y a des tués. Le 8 février la répression policière d'une manifestation contre l'OAS fait 9 morts, au métro Charonne. Tous militants communistes. Le lendemain, la grève générale de protestation est suivie par 2 millions de travailleurs. Le 13 février, les usines débrayent et plus de 500.000 personnes participent à l'enterrement des victimes.

Les soutiens en rupture avec le PCF

Le soutien concret à la lutte du peuple algérien pour son indépendance ne vient pas du PCF, en tant qu'organisation, même si beaucoup de ses militants de base s'y sont impliqués. Il est le fait de militants d'horizons divers : de communistes dissidents, de trotskistes, de catholiques, de juifs¹⁹. En France, Curriel, communiste d'origine juive égyptienne, participe activement au soutien du FLN. Dans le soutien à la lutte de libération nationale, les convictions anti-impérialistes sont plus déterminantes que l'appartenance de classe ou les origines religieuses.

Dans la classe ouvrière, des militants restent fidèles à un internationalisme que le PCF ne pratique plus que dans les discours de congrès. Des ouvriers (ères), des militants syndicaux en opposition à la CGT et au PCF apportent un soutien effectif à cette lutte. L'appel que le journal *l'Ouvrier algérien* lançait à ses frères de classe, trouve un écho suffisant, bien que minoritaire, pour qu'une solidarité de combat se manifeste. Ses conséquences politiques sont décisives dans la conduite de la lutte du FLN en France. C'est cette solidarité qui contribue à ce que le FLN renonce à des actions terroristes contre des civils (dans le métro en particulier)²⁰. Il choisit alors pour cible des infrastructures économiques et des policiers engagés dans la répression.

¹⁹ A Alger, c'est un ingénieur d'origine juive qui permet au FLN de monter son premier atelier de fabrication de bombes. En proportion les Juifs algériens sont plus nombreux à soutenir le FLN que les Européens d'Algérie.

²⁰ En 1957, Abane Ramdane donne ordre à la fédération de France du FLN d'engager des actions terroristes à Paris, dans des lieux publics. Il veut du « sang à la une » pour venger les crimes commis en Algérie dans l'indifférence des Français. Les dirigeants du FLN emprisonnés à la Santé, écrivent à la fédération de France en lui demandant de renoncer à ces actions. Entre autres pour éviter l'exacerbation de la répression sur les immigrés qui étaient la base arrière du FLN. Voir Les mémoires de Mohamed Harbi.

La lutte du peuple algérien contre l'impérialisme français a stimulé la critique des positions dominantes dans le PCF et préparé les ruptures qui se développeront ensuite, en particulier au moment des débats entre la Chine et l'URSS.

Les trotskistes de la Voie Communiste, des tendances Franck et Pablo apportent un appui matériel et militaire qui permet, entre autres, au FLN de monter des ateliers de fabrication d'armes au Maroc. Contrairement au courant démocratique, dont l'importance n'est pas à sous-estimer, mais qui se limite à soutenir la revendication d'indépendance, ces militants attendent que la révolution algérienne débouche sur une société socialiste. S'ils se trompent sur la réalité de l'engagement socialiste du FLN, cela ne dévalue pas la justesse de leur engagement.

La libération des colonisés subordonnée à la révolution dans la métropole impérialiste

L'opportunisme du PCF ne tombe pas du ciel. Il est basé sur une théorie politique. Sa politique reste conforme à la malencontreuse déclaration de l'IC qui écrit, en 1919, que « *La libération du prolétariat indigène de l'Afrique du Nord ne sera le fruit que de la révolution métropolitaine* ». Cette affirmation est abandonnée au II^e congrès de l'Internationale communiste qui insiste sur le rôle des mouvements de libération nationale et de la lutte des peuples des pays dominés comme facteurs favorisant la lutte des prolétaires dans les pays impérialistes.

« Le surprofit obtenu par l'exploitation des colonies est le soutien principal du capitalisme contemporain, et aussi longtemps que celui-ci n'aura pas été privé de cette source de superbénéfices, il ne sera pas facile à la classe ouvrière européenne de renverser l'ordre capitaliste ».

Bien qu'abandonnée, la position de 1919, correspond trop bien aux sentiments spontanés des ouvriers français d'Algérie

imbus de racisme, et au chauvinisme républicain français, pour qu'elle disparaisse réellement de l'idéologie du PCF. En effet, à la fin des années 30, le PCF forge une conception théorique qui lui permet, tout en réaffirmant le principe du droit des nations à l'indépendance, de ménager sa base sociale en Algérie et ses intérêts politiques en France. C'est la théorie de la « *nation algérienne en formation* ».

« L'Algérie est une nation en formation dont le peuple sera l'amalgame original d'éléments d'origine européenne, arabe ou berbère, qui seront fondus au point de former une race nouvelle. La race algérienne. Mais cette nation n'a pas atteint sa maturité » (Thorez à Alger en février 39).

La lutte nationale n'est pas à l'ordre du jour, puisque l'Algérie est "une nation en formation", dont il voit l'avenir dans une union du peuple de France et des peuples coloniaux, dans une union de peuples égaux dans le cadre de rapports d'États maintenus avec la France. Il ménage donc les préjugés chauvins et colonialistes, voire racistes, des prolétaires européens d'Algérie.

Cette théorie occulte le fait colonial, et les clivages idéologiques, politiques et sociaux de la société algérienne. La contradiction sociale est réduite à la contradiction entre d'une part une minorité d'exploiteurs colons et d'autre part les masses algériennes et européennes.

« Il ne doit pas y avoir d'opposition entre les éléments européens et musulmans du pays. On dit parfois qu'en Algérie 830.000 européens exploitent la masse des indigènes. A la vérité, ces 830.000 européens comprennent des médecins, des fonctionnaires, etc, qui ne dominent pas les musulmans mais les aident, qui ne sont pas leurs ennemis, mais leurs amis, qui ont avec eux des intérêts communs et non divergents ».

Elle gomme le fait que la question politique principale dans une société coloniale est celle de la libération nationale. C'est elle qui définit politiquement les camps, celui du peuple comme

celui des oppresseurs, et pas la lutte économique contre les patrons.

La référence tardive au droit à l'indépendance pour le peuple algérien n'est donc pas seulement la conséquence de considérations tactiques. Elle est le fait d'une vision politique empreinte de préjugés chauvins et d'un mépris pour le potentiel révolutionnaire des peuples dominés.

La reconnaissance du droit à l'indépendance pour le peuple algérien reste une affirmation de principe qui ne débouche sur aucune implication pratique de soutien. En fait l'indépendance est toujours une affirmation subordonnée à la Paix (sans contenu puisque beaucoup à droite comme à gauche sont pour la paix), aux intérêts véritables de la France, puis lorsque l'OAS fera des attentats en France à la lutte contre le fascisme. Jamais le soutien ne va d'abord aux droits du peuple algérien à l'indépendance. Jamais n'est dénoncé l'impérialisme français, ni le chauvinisme. Bien au contraire, c'est au nom de l'intérêt de la France, de la démocratie en France, que le PCF mobilise pour la Paix.

De 1954 à 1958, Mitterrand dans cette sale guerre.

En 1977, Mitterrand dit avoir été en 1954 à " l'extrême pointe de l'expression politique en matière de décolonisation ". Il avait oublié que, ministre de l'Intérieur en 1955, il a affirmé que " l'Algérie c'est la France ", puis en 1958 que " la seule négociation, c'est la guerre ". Mitterrand est ministre de la Justice quand le gouvernement de Guy Mollet (socialiste) instaure une justice militaire d'exception. C'est lui qui signe le décret qui, en 1956, accorde à ces tribunaux d'exception la possibilité de juger de délits commis antérieurement à leur création. Et c'est lui qui, avec Guy Mollet, accorde par avance l'impunité aux militaires.



Il est ministre de la Justice lorsque est guillotiné Fernand Iveton, militant européen du PCA, condamné à mort par un tribunal militaire pour avoir tenté de saboter une centrale. Il vote sa mort dans le conseil chargé d'examiner les recours en grâce. Mitterrand en 1982 amnistie totalement et rétablit dans leur carrière les généraux qui en 1961 avaient tenté un coup d'Etat pour conserver l'Algérie française.

IV - Le parti communiste algérien et la lutte de libération nationale

La création du PCA

Le PCA est créé en 1936, par la simple transformation des sections algériennes du PCF en parti indépendant. Cette indépendance organisationnelle ne veut pas dire indépendance politique. Il reste en fait politiquement subordonné au PCF, jusqu'en 1955.

Le PCA hérite du PCF une base essentiellement européenne. En 1920, lorsque les militants de la SFIO algérienne se rallient au bolchevisme avec enthousiasme, ils ne manquent pas d'exprimer des réserves sur le point concernant l'indépendance des colonies. Cette réserve persiste, et en 1936, à la création du PCA, sa base algérienne récente est due au travail impulsé par Ferrat et Chaintron. Il a alors peu de cadres algériens. 2 Algériens seulement accèdent à un niveau significatif de responsabilité, et les adhérents algériens restent minoritaires. En 1936, le Front Populaire et la mise en sourdine des revendications nationales entraînent un mouvement important d'adhésions parmi les Européens.

Ce parti est donc tiraillé entre la nécessité de s'implanter dans les masses algériennes et celle de ne pas perdre sa base européenne majoritairement hostile à toute idée d'indépendance. Après 1945, quand dans ses campagnes électorales²¹ le PCA met en avant uniquement des revendications économiques, il gagne des voix dans l'électorat

²¹ Après 1945, le système politique colonial reposera sur un système à deux collèges électoraux. 1 million d'Européens éliront la moitié des membres de l'Assemblée algérienne, 9 millions d'Algériens l'autre moitié. De plus les élections du deuxième collège seront assez systématiquement truquées par l'administration coloniale, pour réduire l'impact du vote nationaliste.

européen. Il en perd quand il fait siens les mots d'ordres en faveur des droits des Algériens, et de leur indépendance.

Sa politique « nationale » s'oriente alors vers les organisations algériennes réformistes qui ne font pas de l'indépendance leur mot d'ordre : le mouvement de Ferhat Abbas et l'association des Oulémas. Cette position n'est tenable que tant que le mouvement indépendantiste reste faible. A partir de 1945, justement la situation change radicalement.

Le PCA entre la société coloniale et le mouvement national

Après les manifestations du 8 mai 1945, le PCA à l'instar du PCF dénonce les initiatives du PPA. C'est ce qu'ils font quand ils rencontrent le gouverneur général²². Pour eux les manifestations sont « *les provocations des agents hitlériens du PPA et du PPF, et d'autres agents camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques, au service de l'impérialisme fasciste* ».²³

Pourtant dès l'été 1945, le PCA mesure qu'il est allé trop loin. Il met alors l'accent sur une dénonciation de la répression. Il comprend que le mouvement national algérien prend de l'essor, que loin de n'être pas mûre, l'aspiration de la nation algérienne à l'indépendance est forte. Il adopte un programme démocratique qui intègre des revendications visant à desserrer l'étau colonial : Assemblée algérienne souveraine, statut officiel pour la langue arabe.... Mais, le PCF contraint le PCA à adopter une politique acceptable pour les alliés français du PCF, SFIO et MRP (démocrate chrétien), très réticents à accorder les pleins droits de citoyens aux algériens.

²² Le gouverneur Général est le représentant de l'Etat français dans la colonie. C'est lui qui a le pouvoir exécutif.

²³ Le PCF s'appuyait sur le fait que quelques nationalistes s'étaient engagés du côté nazi dans la seconde guerre. Le plus notable, Saïd Mohammédi, engagé dans les SS, décida le massacre des 300 habitants du village de Melouza accusé d'être MNA. Dans les années 90, il soutint le FIS.

En 1947, après le départ des ministres communistes du gouvernement, le PCF encourage le PCA à s'adresser plus activement aux masses algériennes. Le PCF ne renonce pas pour autant à une orientation qui maintient l'Algérie dans le cadre de l'Union française. Cette volte-face conduit le PCA à rechercher une politique de front avec le PPA, politique qui suscite l'opposition de sa base européenne.

Le changement d'attitude a de rapides résultats. Le PCA se développe parmi les prolétaires et les sous prolétaires algériens des villes, dont la croissance est portée par l'appauvrissement des campagnes. Il s'implante dans les bidonvilles où s'entassent les paysans ruinés. Son impact parmi les paysans est plus limité, bien que dans certaines zones rurales son influence soit importante²⁴.

A partir de 1949, les Européens sont minoritaires au Comité Central du PCA. Les Algériens sont promus à la direction du parti, et au congrès de 1952, le nombre de délégués algériens dépasse celui des européens. A la veille de l'insurrection les adhérents arabes et berbères représentent la moitié des effectifs.

Le parti reste traversé par un profond clivage. Si le bilinguisme se développe, les cadres européens ne parlent que très rarement l'arabe, ce qui rend quasiment impossible leur travail en direction des masses algériennes les plus pauvres (quand bien même ils le souhaiteraient). Il se forme peu à peu deux partis en un.

La montée des tensions dans la société algérienne tire le parti dans des sens opposés. Les Algériens penchent pour la lutte pour l'indépendance et le rapprochement avec le PPA-MTL, les Européens y sont hostiles. Ainsi, à Skikda²⁵, des dirigeants cheminots CGT / PCA, refusent de témoigner sur les

²⁴ Voir le rôle de Laban, dans la région de Biskra où le PCA acquiert une influence réelle parmi la petite paysannerie. Laban est un des rares membres européens du PCA à parler couramment l'arabe. Voir « Laban un algérien ». de Jean Luc Einaudi, Editions Le cherche midi.

²⁵ Sous le colonialisme : Philippeville.

circonstances dans lesquelles un militant nationaliste a été abattu par la police, sous leurs propres yeux au cours d'une manifestation. Quand les dockers d'Oran proposent une grève de solidarité pendant les funérailles d'un Oranais tué par la police parisienne le 14 juillet 1953²⁶, le dirigeant pied-noir et communiste du syndicat s'y oppose arguant du « refus de la politique dans les syndicats ».

Le PCA épure ses rangs des racistes notoires. Les dirigeants dont nous venons de parler sont exclus en 1953. Les cellules à majorité musulmane sont soustraites à l'autorité des sections à majorité européenne dont elles dépendent. En fait la communauté d'intérêts économiques contre les patrons qui devait selon le PCA fonder l'unité de classe des travailleurs d'Algérie est bien insuffisante. Les obstacles idéologiques et les privilèges divers, mais indéniables, attachent fortement la masse des travailleurs européens à la société coloniale et à la France.

Le PCA face à l'insurrection.

Le PCA comme le PCF dénonce l'action minoritaire, voyant dans celle-ci aussi une possible provocation colonialiste, pour justifier la répression du peuple. Puis, il s'écarte de cette thèse en faisant du colonialisme le responsable de la situation, mais sans se prononcer sur la question de l'indépendance. Il demande au pouvoir colonial d'accéder aux revendications du peuple, en désavouant les méthodes de lutte employées par les « rebelles ». Il suit de près les positions du PCF.

Avec le développement de la lutte armée, la position du PCA devient de plus en plus intenable. Dans les régions où la lutte est forte, des militants algériens du PCA commencent à passer au FLN. L'agitation nationaliste gagne la CGT algérienne. Dès avril 1955, les cadres algériens pressent le parti de rallier la lutte armée. Mais le parti a encore un double discours,

²⁶ Le 14 juillet 1953, à Paris, la police tira sur des ouvriers algériens, manifestant avec la CGT. Ils affirmaient leur volonté de voir l'Algérie indépendante. 7 ouvriers furent tués, et une centaine blessés.

écartelé entre ses deux bases. Dans sa presse officielle, il dément toute collusion avec le FLN. Il s'efforce de convaincre les Européens de son rôle modérateur, alors que sa presse clandestine est de plus en plus favorable à l'insurrection. En juin 1955, le Comité central décide secrètement de rallier la lutte nationale. Connue, cette décision entraîne la perte de statut légal du Parti et le départ de beaucoup d'adhérents.

Au congrès de la Soummam, le FLN tire un bilan de l'échec du PCA :

« Le PCA a disparu en tant qu'organisation sérieuse à cause surtout de la prépondérance en son sein d'éléments européens, dont l'ébranlement des convictions nationales algériennes artificielles a fait éclater les contradictions face à la résistance armée. Cette absence d'homogénéité, et la politique incohérente qui en résulte, ont pour origine fondamentale la confusion et la croyance en l'impossibilité de la libération nationale de l'Algérie avant le triomphe de la révolution prolétarienne en France. »

Le PCA rate son rendez-vous avec l'histoire

Le parti perd presque instantanément sa base populaire européenne. Les bastions rouges d'Alger et d'Oran, de Sidi Bel Abbès deviennent le vivier de la réaction colonialiste. Leurs habitants, ouvriers, petits commerçants, ont peu mais risquent de perdre tout alors que les capitaux de la grande bourgeoisie coloniale ont déjà commencé à traverser la Méditerranée.

En mars 1956, le PCA crée une organisation militaire « les Combattants de la Liberté », en essayant dans le même temps d'obtenir son intégration en tant qu'organisation au FLN, qui la refuse. Un maquis est organisé avec une dizaine de cadres communistes dans l'Ouarsenis²⁷, où le PCA a une base solide

²⁷ Massif montagneux et boisé à quelques centaines de kilomètres d'Alger, à l'Ouest.

parmi les paysans. Deux officiers communistes, Henri Maillot et L. Guerrab, désertent avec un camion d'armes et de munitions et rallient cette base. Les combattants, sauf les deux officiers et Laban, ancien des Brigades internationales, manquent d'expérience militaire, et aucun ne connaît la région. Après quelques raids, en juin 1956, le maquis est anéanti par l'armée et les Harkis du bachaga Boualem.

Le Journal d'Alger
15 FRANCS

Nouvelle preuve de la collusion du PC et des terroristes

NTES REFORMES
UES ET SOCIALES

PROFITANT D'UNE ATTAQUE REBELLE

18 DÉTENUS
tentent de s'évader de la gendarmerie de Maillot

ILS SONT ABATTUS AVANT DE POUVOIR FUIR

37 HORS-LA-LOI TUÉS
en Kabylie et dans le Constantinois

sont arrivés

FURIEUX COMBAT PRES DE NEMOURS OÙ LES TERRORISTES ONT PRÉCIPITÉ SEPT CAMIONS CIVILS DANS UN RAVIN

L'aspirant Henri Maillot
ancien comptable d'«Alger républicains»
livre aux rebelles un chargement d'armes




87 fusils, 25 mitrailleuses, 30 pistolets, 12 caisses de grenades et des munitions diverses trouvés ainsi que des armes des Harkis de la loi

Le passage à la lutte armée est donc un fiasco. Le PCA doit accepter que ses militants intègrent le FLN individuellement. Le PCA maintient seulement hors du FLN un petit appareil clandestin. Dans le FLN, l'anticommunisme est fort, alimenté par le chauvinisme ancien des communistes européens. Dans certaines willayas, la méfiance est telle que des anciens du PCA sont envoyés au combat sans armes. Dans certains cas, ils sont même assassinés en arrivant au maquis. La plupart du temps, ils restent cantonnés à des tâches subalternes.

Fernand Iveton, communiste et patriote algérien

Le 11 février 1957, Fernand Iveton est guillotiné avec deux autres militants algériens. Il a trente ans et il est tourneur à l'usine à gaz d'Alger. Il a grandi au clos Salembier, avec d'autres enfants algériens. Il est acquis à l'indépendance de l'Algérie. En juin 1956, il rejoint le FLN au moment où son parti, le PCA, décide de s'y intégrer.

Il est opposé aux actions exposant des civils. Il propose le sabotage de l'usine où il travaille, en déposant une bombe sur des canalisations. Le 14 novembre, il est découvert avant d'avoir pu agir. Arrêté le 15, il est jugé 10 jours plus tard par le tribunal militaire d'Alger. Un avocat communiste propose de le défendre et demande l'accord du PCF. Le Parti s'y oppose jugeant que Fernand Iveton est un provocateur. Il est défendu par un avocat stagiaire et partisan de l'Algérie française. Le 24 novembre, il est condamné à mort.

Le PCF nomme, ensuite, un avocat du parti, pour défendre son recours en grâce qui est rejeté par le Président de la République René Coty, avec avis favorable à l'exécution de la commission des grâces, présidé par François Mitterrand,

Le petit nombre de membres du PCA d'origine européenne qui s'intègre à la lutte armée se classe en trois catégories : les cadres de l'appareil clandestin (comme Laban, Raffini, Salort...); des intellectuels, étudiants, journalistes, professeurs, instituteurs (comme Audin, mort sous la torture) ; les ouvriers sont rares, même si l'un d'eux Fernand Iveton, employé à la société de gaz d'Algérie est arrêté et guillotiné pour avoir tenté de saboter l'usine d'Alger²⁸. Seul le réseau de Blida est à dominante ouvrière européenne. Malgré l'héroïsme de quelques-uns, pour qui la solidarité prolétarienne n'est pas un vain mot, le rôle de ces militants dans la lutte de libération, pour symbolique qu'il soit, reste marginal.

²⁸ Fernand Iveton fut guillotiné - Voir « Pour l'exemple » de Jean Luc Einaudi, Editions L'Harmattan.

V - Les enseignements d'une tragédie politique

L'histoire est impitoyable avec les révolutionnaires. Elle ne repasse pas les plats, et les occasions ratées les condamnent à n'être que des figurants d'une histoire faite par d'autres.

Le sacrifice des militants du PCA, héroïque, a été sans impact sur l'orientation de la lutte de libération nationale. La détermination de militants pour qui l'anti-impérialisme n'était pas une affaire de déclaration de tribune, laisse entrevoir qu'il était possible de faire un travail communiste anticolonial parmi les travailleurs européens. Seulement fallait-il encore aller à contre-courant de la position spontanée des ouvriers européens, sur les plans politique et idéologique. Le PCF, puis le PCA n'avaient pas cette capacité. Ils ne l'avaient pas car ils étaient sur des positions politiques depuis le milieu des années 30 en contradiction complète avec la position communiste sur la question nationale, que nous avons évoquée à propos de la huitième condition d'adhésion à l'Internationale Communiste.

La volonté du PCF de conserver une base électorale forte en sacrifiant les principes dont il se réclamait en parole, le refus d'aller à contre-courant des idées dominantes parmi la masse des travailleurs, la crainte de se voir interdit ou censuré, tout cela témoigne de ce qu'était alors le PCF : un parti dont le verbiage est encore « communiste », mais la pratique bourgeoise, subordonnant tout à des alliances sans principes avec la SFIO. Parti que nous appelons « révisionniste ». Parti dont les dirigeants et l'appareil doivent préserver leurs positions dans l'appareil d'Etat et des diverses institutions paritaires à tous les niveaux de la société, institution où prospèrent la bureaucratie et l'aristocratie ouvrières.

Le PCA et le PCF ont d'abord essayé de ménager la chèvre et le chou, en masquant leur abandon d'une politique révolutionnaire derrière des arguments purement économistes. La rhétorique autour de la minorité

d'exploiteurs, et de la majorité d'exploités tant européens que algériens, sociologiquement juste, fait pourtant l'impasse sur la question politique, sur la contradiction principale de la lutte des classes à ce moment-là, en Algérie. Or cette question n'est pas du ressort de la lutte syndicale commune des ouvriers (européens ou algériens) contre leurs patrons locaux, mais la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, lutte démocratique et nationale.

C'est cette contradiction qui délimite les camps. En refusant de se situer clairement, le PCA est resté longtemps dans le camp de la bourgeoise colonialiste. Il s'est coupé de la majorité des exploités d'Algérie, et s'est condamné à n'être qu'un figurant dans la lutte de libération nationale, incapable d'en influencer le contenu de classe qui restera bourgeois.

Il était donc vain de chercher à maintenir la balance égale entre prolétaires européens et prolétaires algériens. La tâche principale était d'engager un travail d'organisation des prolétaires algériens sur la base des tâches du moment (indépendance nationale) et préparant les conditions de transformation de la lutte nationale en lutte pour le socialisme. Les quelques tentatives faites par des militants du PCA montrent qu'il n'y avait pas parmi les masses algériennes d'obstacle insurmontable à leur organisation dans la perspective de la libération sociale et du communisme. C'est sur la base de ce travail d'organisation que pouvait alors être engagée la lutte politique et idéologique pour rallier les prolétaires européens, en tant qu'Algériens, à la lutte nationale et communiste. L'engagement de militants d'origine européenne montre que cela aussi était possible, même s'il y avait à surmonter un lourd handicap idéologique.

Pour gagner la confiance de leurs frères de classe, les ouvriers, les cadres communistes d'origine européenne devaient se considérer comme Algériens et se situer sans ambiguïté dans la dynamique politique de la libération nationale. Ils devaient réunir les conditions permettant de se lier effectivement aux ouvriers algériens généralement manœuvres ou ouvriers

agricoles analphabètes et majoritairement arabophones, en apprenant, par exemple, l'arabe, ce que très peu de cadres du PCA ont fait, ou alors très tardivement.

Ce rappel historique est encore d'actualité. Il l'est pour nous en France. La domination impérialiste est la réalité du monde actuel. Le chauvinisme est toujours vivace. Il est un levier utilisé pour diviser la classe ouvrière. En tant que communistes appartenant à un pays impérialiste, nous devons être très vigilants dans le combat. Nous ne partageons aucunement les intérêts ou les ambitions de notre Nation. Mais dans les courants « anti-libéraux », la politique et l'idéologie portées alors par le PCF d'alors sont encore fortes en dépit de son affaiblissement. Elles sont présentes dans la gauche de la Gauche, à la sauce Front de gauche, qui agite facilement le Drapeau rouge, en disant défendre des intérêts de la Nation.

Ce rappel est encore d'actualité dans les pays dominés. Ainsi, la situation de la lutte de libération nationale en Palestine présente les mêmes types d'enjeux et de problèmes. L'union des prolétaires palestiniens, d'origine juive ou arabe, nous l'appelons de nos vœux. Mais, il est vain de penser que, spontanément, les contradictions internes à la société israélienne rapprocheront les ouvriers israéliens des ouvriers et du peuple palestinien, en ébranlant l'idéologie sioniste. Tout au plus peuvent-ils en arriver à désirer la paix (mais quelle paix ?), ce qui serait déjà un pas politique tactique important, mais nullement suffisant pour fonder une unité de classe anti-sioniste et révolutionnaire. Cette unité n'existera que lorsque des ouvriers israéliens pourront reprendre le mot d'ordre « Juifs, Arabes, tous Palestiniens » ; Comme Iveton, Laban, Maillot, Raymonde Peschard et d'autres ont pu dire, vivre et mourir en se considérant « comme les citoyens d'une Algérie nouvelle pour laquelle ils combattaient ».

Pourquoi commémorer 50 ans après ?

I – 1830, une Algérie conquise, mais pas soumise

- L'Algérie avant la colonisation
- La résistance à la conquête
- Les Algériens étrangers dans leur pays

II – La naissance du mouvement national algérien

- 1926, l'Etoile nord africaine
- L'insurrection, le 1 novembre 1954
- Les huit ans de la guerre de libération
- Le FLN, base sociale et politique.
- La guerre et la lutte pour le pouvoir

III- Le parti communiste français, la question coloniale et l'Algérie

- L'internationalisme des années 20
- La politique nationale prime sur l'internationalisme
- 1945, le PCF abandonne l'internationalisme
- Le PCF face à la guerre de libération
- La classe ouvrière de France, le PCF et la lutte du peuple algérien
- Les soutiens en rupture avec le PCF
- La libération des colonisés subordonnée à la révolution dans la métropole impérialiste.

IV - Le parti communiste algérien et la lutte de libération nationale

- La création du PCA
- Le PCA entre la société coloniale et le mouvement national
- Le PCA face à l'insurrection
- Le PCA rate son rendez-vous avec l'histoire

V - Les enseignements d'une tragédie politique